

“ Il se trouve
que les Canadiens désirent
fermement
leur indépendance. ”

ment avez-vous pu connaître un bouleversement religieux aussi rapide ? Vous avez subi en dix ans une évolution qui a duré en France, et dans la plupart des pays européens, plus d'un siècle».

C. Julien. Où situeriez-vous la principale incompréhension des Français en ce qui concerne le Canada ? Où sont les principales idées fausses ?

G. Pelletier. Ce qui me frappe, c'est que le système politique canadien est très peu connu en France. Nous souffrons d'ailleurs d'une ignorance symétrique de la réalité politique française. Je dirai que la deuxième lacune, plus grave encore pour nos rapports, c'est l'ignorance du potentiel industriel du Canada et de son développement. On a toujours tendance à voir le Canada comme fournisseur de matières premières. Je parle d'une tendance générale, qui souffre de notables exceptions. On voit encore ce pays comme un pays riche, mais peu développé. Le président du Mexique a mis au point une formule que je lui envie : «Nous voulons être un pays développé qui possède des richesses naturelles importantes, mais il ne veut plus être seulement un pays-à-richesses-naturelles. Ce message n'est pas très bien perçu en France, ni la vitalité économique de la France au Canada. Trop d'hommes d'affaires canadiens ont encore tendance à croire qu'il est très agréable de venir passer des vacances en France, mais que, pour les affaires, il n'y a que les Américains. C'est un point sur lequel le milieu des affaires, au Canada, retarde sur le gouvernement. Ce dernier désire très ardemment enclencher les rapports économiques importants avec l'Europe, parce qu'il tient à équilibrer ses rapports avec les Etats-Unis. Si nous nous engageons presque uniquement et toujours davantage avec les Etats-Unis, nous finirons par ne plus exister comme entité politique. C'est d'ailleurs un danger que vous avez senti très tôt et signalé dans un de vos premiers ouvrages sur l'Amérique.

C. Julien. Peu d'industriels français se sont vraiment intéressés à l'énorme potentiel économique du Canada. Finalement, le bilan est assez mince.

G. Pelletier. Moins de 1 % de vos échanges et des nôtres ! C'est très mince, en effet. J'étais heureux de constater récemment que l'opinion française «découvrait» au Mexique un pays qui veut vivre en bons termes avec les Américains -il vaut mieux être en bons

termes avec eux quand on partage le même continent- mais qui, en même temps, veut affirmer sa personnalité. Au fond, ce dont nous avons à persuader, non seulement les Français, mais tous les Européens, c'est que le Canada a fait un choix. Nous aurions pu nous intégrer complètement à l'économie américaine et partager pleinement la prospérité des Etats-Unis. Il nous coûte assez cher d'être un pays indépendant des Etats-Unis, et cela va nous coûter de plus en plus cher, du reste. Mais il se trouve que les Canadiens désirent fermement leur indépendance. Or, je me demande si les Français, et les Européens en général, sentent que le Canada veut être autre chose que ce dont nous a qualifié un jour M. Andreï Gromyko, ministre soviétique des Affaires étrangères : «Le Canada, cet ennuyeux second violon des Etats-Unis d'Amérique». Cela nous est resté dans la mémoire et sur le cœur, parce que l'insulte comportait assez de vérité pour être très cuisante. Est-ce que vous avez l'impression que la conscience européenne s'aiguise et perçoit la préoccupation du Canada de ne pas être simplement l'«ennuyeux second violon» dont parlait M. Gromyko ?

C. Julien. Lorsque, il y a une quinzaine d'années, on disait qu'il ne fallait pas, en France, commettre la même erreur que les Américains, qui considéraient les Canadiens anglophones comme un peuple identique à celui des Etats-Unis, on n'était pas du tout compris. Je suis mal placé pour répondre à une question semblable parce que je suis les efforts, notamment diplomatiques, du Canada depuis fort longtemps, à l'époque de Lester Pearson, par exemple, où sur la scène internationale le Canada jouait un rôle nettement différent de celui des Etats-Unis, en particulier à l'époque de John Foster Dulles. A ce moment-là, la politique extérieure des deux pays était radicalement différente. Tout cela était présenté, bien sûr, avec beaucoup de nuances, dans le langage diplomatique qui convient, mais le gouvernement de Washington n'appréciait pas toujours les initiatives d'Ottawa alors que celles-ci étaient toujours marquées par le double héritage britannique et français qui a contribué à l'histoire du Canada. Evidemment, les problèmes diplomatiques retiennent peu l'attention du grand public.

G. Pelletier. La plupart des Européens vont d'abord aux Etats-Unis —c'est ce

